

Lettre ouverte de Jean-Marie Benjamin

à Tareq Aziz

Ex Vice premier ministre du Gouvernement de la République d'Irak

À la lumière des douloureux événements qui chaque jour frappent la population irakienne, dont vous n'avez pas connaissance, puisque depuis votre prison de Bagdad vous n'êtes pas autorisé à lire les journaux, à regarder la télévision ou à écouter la radio, je vous adresse cette lettre.

C'est un paradoxe des sociétés occidentales démocrates et des Etats de Droit, mais malheureusement, c'est ainsi: ceux qui disaient la vérité sont emprisonnés par ceux qui ont menti au monde entier, par ceux qui ont trompé et discrédité le Conseil de sécurité, les inspecteurs des Nations Unies et l'opinion publique mondiale. Vous êtes détenu pour avoir dit la vérité et avoir accepté toutes les conditions du Conseil de sécurité. J'ai en mémoire ce que vous me disiez au lendemain de votre audience auprès du Pape Jean-Paul II, le 14 février 2003 : *« j'ai répété au Saint Père que nous n'avions plus aucune arme de destruction de masse. En 1993, nous les avions déjà toutes détruites »*. Ce sont ceux qui ont bombardé unilatéralement et en violation des Lois internationales la population irakienne et fait plus de 110.000 morts, ceux qui occupent militairement l'Irak après avoir renversé le gouvernement d'un pays membre fondateur de l'ONU, ceux qui ont torturé les détenus dans les prisons irakiennes, qui reprochent à votre gouvernement d'avoir éliminé ses opposants! Ce sont ceux qui vous faisaient des sermons sur vos armes chimiques (après vous les avoir vendu) qui ont contaminé l'Irak à l'uranium appauvri, en bombardant le pays, depuis 1991 à nos jours, par plus 1.700.000 projectiles à l'uranium 238! Des milliers d'enfants et adultes souffrent actuellement d'intoxications diverses, d'infections multiples et de pathologies que les médecins n'arrivent même plus à identifier; toutes ces maladies provoquées par les effets de la radioactivité, des gaz chimiques des bombardements et par de nouvelles armes expérimentées pour la première fois par l'armée américaine.

Ce sont ceux qui ont détruit les infrastructures du pays, laissent le peuple sans eau et électricité, qui terrorisent la population en entrant dans les maisons -brutalisant les parents sous les yeux des enfants-, qui tirent sans motif ni raison sur des voitures qui passent et tuent hommes, femmes et enfants, ceux qui déclarent la guerre terminée et bombardent ensuite des villes entières (comme Falludja et autres), occasionnant des

milliers de morts et laissant une population déjà tragiquement touchée par la misère sans eau et nourriture, ceux d'une armée d'occupation qui achèvent à coup de mitraillette un blessé qui agonise sur le sol, ce sont ceux là, Monsieur le Vice premier ministre, les auteurs d'une barbarie sans nom, qui répètent à longueur de journée au monde entier qu'ils portent en Irak la liberté et la démocratie!

En fait de liberté, effectivement, le sud du pays est entre les mains des chiites les plus radicaux qui ont imposé la loi coranique (écoles, tribunaux, organisations sociales, le commerce et institutions locales sont entre les mains des religieux). Les femmes ont reçu l'ordre de se couvrir la tête et les magasins chrétiens qui vendaient de l'alcool ont été sommés de fermer ou de ne plus vendre de boisson alcoolisée! Plusieurs ont été l'objet d'attentats à la bombe. Comme on le voit, un formidable changement démocratique pour le pays.

Malheureusement, Monsieur le Vice premier ministre, La République laïque d'Irak que le monde connaissait comme le pays arabe le plus occidentalisé est en train de se désagréger, de s'effondrer dans un ineffable chaos. De l'Iran, de l'Afghanistan, de l'Indonésie, de la Malaisie et autres pays les chiites accourent en Irak. Les extrémistes islamiques ont pris possession de régions entières. La Résistance (celle organisée avant l'invasion américaine) résiste toujours, elle s'est même amplifiée et ces derniers mois la division entre chiites s'est fortement accentuée (ceux de Moqtada Al Sadr et de diverses autres organisations islamistes se sont ralliés à la rébellion du camps sunnite), Les Kurdes du Kurdistan réclament plus d'autonomie et toujours plus d'indépendance et de leur côté les Turcs deviennent de plus en plus nerveux. En un mot, la « libération » de l'Irak offre au monde un tableau pitoyable.

Dans cette tragique histoire, ce qui est prodigieux est que les administrations de Londres et de Washington se sont évertuées de justifier l'attaque et l'occupation de l'Irak comme étant une réponse au terrorisme! Ils se sont trompés de pays (volontairement): la Commission américaine d'enquête sur le 11 septembre 2001, le rapport au Sénat américain, la plupart des Services secrets et des chancelleries diplomatiques dans le monde ont confirmé que l'Irak de Saddam Hussein n'avait aucun lien avec Al-Qaida ni aucune connexion avec les attaques du 11 septembre contre les Etats-Unis. M. George W. Bush l'a lui-même avoué devant les caméras de télévision. Vous me disiez, en octobre 2001, que Oussama ben Laden pointait le doigt contre Saddam Hussein en s'écriant : « *Bagdad, cette république de mécréants et d'infidèles* » et que votre

gouvernement et le parti Baath n'avaient jamais toléré sur le sol irakien les extrémistes islamiques (ce qui n'a rien d'extraordinaire pour un parti laïque). Aujourd'hui, ce sont eux qui remercient d'avoir mis l'Irak entre leurs mains.

Pourtant, le prétexte des liens entre Al-Qaida, l'organisation de Oussama Ben Laden et l'Irak ont servi au président Bush à inscrire la campagne d'Irak dans la « guerre contre le terrorisme ». La CIA elle-même n'y croyait pas, mais 44 % des Américains estiment que certains ou la plupart des pirates de l'air du 11 septembre 2001 étaient irakiens ; et 45 % affirment que Saddam Hussein était personnellement impliqué dans ces attaques . Ces sondages confirment que, même dans une société que l'on dit « ouverte », la manipulation relayée par les grands médias peut totalement fausser le débat et vider la démocratie de son sens et de sa crédibilité.

Je vous donne un autre exemple de cette manipulation de l'information par certains médias (il serait plus juste de dire par certains journalistes). Durant ma participation à une émission de télévision en Italie « Porta a porta » le 14 septembre 2001, sur la chaîne italienne RAIUNO, émission dirigée par le journaliste M. Bruno Vespa, j'ai été l'objet d'une véritable agression verbale de la part de ce monsieur. Sans même m'avoir consulté avant la retransmission, durant l'émission de télévision, M. Bruno Vespa me demandait quels étaient les noms des auteurs de l'attentat du 11 septembre contre les Etats Unis, qui ils étaient et ou ils étaient! Demandes non seulement paradoxales et indécentes mais étonnantes de la part d'un journaliste dont on pourrait attendre plus de professionnalité. Comme si le père Benjamin avait été informé du projet belliqueux, avec sous le bras la liste des noms des auteurs de l'attentat! La demande du journaliste était tellement stupéfiante que les personnalités qui participaient à la transmission en sont restés pétrifiées. Les demandes de ce journaliste et l'arrogance avec laquelle il me les présentait laissaient supposer ou sous-entendre que j'étais informé de tout et que j'avais laissé commettre un crime monstrueux? Pourquoi une telle agressivité à mon égard ? La chose est simple. Bruno Vespa connaissait mes activités à dénoncer les effets de l'uranium appauvri en Irak, ceux de l'embargo sur la population, il connaissait mes efforts à dénoncer les mensonges que lui même diffusait à tour d'émissions de télévision sur l'Irak pour influencer l'opinion publique italienne et manipuler les consciences. C'est pourquoi, en faisant croire que je connaissais les auteurs de l'attentat du 11 septembre, puisque je m'occupais de l'Irak, indirectement il laissait croire et penser qu'il pouvait y avoir quelques liens entre ce pays et ceux qui avaient organisé le tragique événement. Une véritable clonation sur la pensée de George W. Bush. J'aurai pu faire un procès pour

diffamations, calomnies et fausses accusations. Je l'aurai facilement gagné. Je ne l'ai pas fait; non pas par charité chrétienne envers un journaliste factieux, séditieux et subordonné au pouvoir en place, mais par considération envers plusieurs journalistes et personnels de la télévision italienne. Avant la fameuse émission du 14 septembre 2001, une secrétaire de la rédaction de cette production de la RAI vint me trouver et me fit une sympathique confidence « *faites attention père Benjamin, Bruno Vespa à eut dans la journée plusieurs conversations téléphoniques avec des hommes politiques importants. Il vous préparent un piège durant la retransmission, nous seront en direct* ».

Vous vous rappelez, c'est à cette émission de télévision que vous deviez participer le jour de votre arrivée à Rome, le 12 février 2003, mais qui a été annulée au dernier moment sur « instruction de la Direction » m'a-t-on affirmé. Vous n'avez pas été autorisé à mettre les pieds dans un studio de la télévision d'Etat en Italie. Je me permets de vous rappeler que le parti actuellement au pouvoir en Italie s'est auto dénommé « *Casa delle Libertà* ».

Un redoutable bilan.

Depuis votre prison de Bagdad vous ne savez pas ce qui se passe dans votre pays depuis l'occupation américaine. Le bilan est désolant. La guerre préventive de M. Georges W. Bush (avec ses dizaines de milliers de morts) s'est révélée une sinistre farce. Il affirmait devant le monde entier que l'Irak menaçait l'Amérique, alors que vous n'avez même pas été en grade de faire décoller un seul avion pour vous défendre. La guerre contre l'Irak a eut comme effet principal d'alimenter, de renforcer, d'étendre et de développer le terrorisme international. En fait de lutte contre le terrorisme la chose est plutôt surprenante. Concernant la démocratisation, le pays est devant la guerre civile, plus de 70.000 chrétiens ont quitté l'Irak depuis l'occupation américaine (et ce n'est pas demain que les irakiens auront un premier ministre chrétien!). Ces mêmes chrétiens ont pratiquement disparu de cette nouvelle Constitution (que supervise une Commission américaine). Quant à la paix dans la région, c'est un véritable marasme géopolitique: l'Iran poursuit ses recherches nucléaires, au Liban le Hezbollah (à majorité chiite) peut non seulement continuer à compter sur le soutien de l'Iran, mais aussi maintenant de l'Irak chiite, les Kurdes du PKK en Turquie commencent à s'agiter sérieusement. Dans tout le Moyen Orient Al Qaida est plus fort que jamais, la Jordanie s'embourbe chaque jour d'avantage et la situation devient explosive. L'Arabie Saoudite a de plus en plus de

difficulté à occulter ce qui se passe dans le pays et à contrôler une fraction importante de sa population, radicale et extrémiste. En un grand nombre de pays européens, des volontaires de nationalité anglaise, française, italienne, allemande et autres -la plupart des chrétiens- se sont ralliés à la cause des extrémistes islamiques et à leurs organisations qui maintenant, dans leur ensemble, couvrent un réseau mondial opératif dans plus de 70 nations, alors que les populations des pays arabes sont de plus en plus exaspérées par l'hégémonie américaine. Ce n'est ni le père Benjamin ni Michael Moore qui le disent, ce sont les experts en science politique.

Justifier devant le monde entier une attaque et occupation militaire d'un pays membre de l'ONU est une entreprise assez complexe. L'année dernière, en mars 2004, l'ancien secrétaire au Trésor de M. George Bush écrivait que même avant le 11 septembre 2001, l'administration Bush était obsédée par l'Irak. Dans la même semaine, l'ex-directeur de la lutte antiterroriste déclarait sous serment devant une commission d'enquête que quelques heures seulement après l'attentat du *World Trade Center*, le président lui avait demandé de trouver des liens entre les kamikazes et le régime de Saddam Hussein. Les armes de destructions de masse, ça n'a pas marché, l'exportation de la démocratie c'est révélée un fiasco, expatrier la liberté une démagogie, renverser un dictateur (alors qu'en cinquante ans la CIA a renversé dans le monde on ne sait combien de gouvernements pour souvent mettre au pouvoir des dictateurs), ça ne fait pas très crédible, alors, Dieu merci, il y a Dieu.

Avant d'attaquer votre pays, pendant et après, dans tous les discours du président américain, il y a Dieu. Dieu qui l'inspire, Dieu qui lui donne la force, Dieu qui protège l'Amérique et, tenez-vous bien, Dieu qui lui révélait sa mission : celle de porter la Paix dans le monde. Cependant, alors que George W. Bush continuait de bombarder l'Irak en lisant la Bible chaque matin, le Pape Jean-Paul II déclarait, le premier dimanche de carême: « *Dans le cœur de chaque Homme résonnent la voix de Dieu et celle, plus insidieuse, du Malin* ». En octobre 2004, le président américain répondait dans un discours à Nashville (Tennessee), Etat du Sud profond, en affirmant que l'Amérique avait reçu « *la mission sacrée d'apporter au monde la liberté* ». Ce n'est pas le fait que George Bush se réfère à Dieu qui nous dérange, c'est qu'il le fait en ignorant la première règle évangélique qui est la charité et qu'il prononce des discours guerriers d'une arrogance inouïe, en traitant des nations « d'axe du mal », ce qui offense les populations de ces pays, une humiliation et un outrage inutiles. Cette vision caricaturale du bien et du mal est grossière par son style et primitive par sa forme. Ce que l'opinion publique reproche

à Bush est de justifier ses guerres par des motivations apparemment nobles et généreuses, de guerres humanitaires, civiles et démocratiques, alors qu'en réalité et dans les faits, il s'agit de guerres au service d'une hégémonie mondiale qui a rien à voir avec la liberté des enfants de Dieu. Ce qui choque l'opinion publique mondiale est que M. George W. Bush déclare que la fin principale de sa politique étrangère est de détruire la tyrannie dans le monde, alors qu'en réalité il terrorise d'entières populations et les massacrent avec un effroyable arsenal de destruction et de mort. J'étais à Bagdad durant les bombardements anglo-américains de décembre 1998 et je peux témoigner que la dignité de la population avait quelque chose d'impressionnant, mais cette dignité cachait mal toutefois la terreur qui se lisait dans les yeux. Terroriser des populations en les détruisant par les bombes et aller leur dire que l'on vient les libérer de la tyrannie est moralement répugnant. Surtout quant on se dit investi d'une mission divine. C'est une offense à Dieu lui-même que de se déclarer « Apôtre de la liberté, de la Paix, de la Démocratie » pour libérer les populations, alors que toutes ces bonnes phrases ne sont formulées que pour légitimer aux yeux du monde le meurtre de centaines de milliers de femmes, d'hommes et enfants, pour s'appropriier le pétrole d'une nation et se positionner stratégiquement dans la région. Personnellement, je trouve ça tout à fait écœurant.

Comme on le voit, Les mensonges planétaires de Bush ne cohabitent pas très bien avec l'éthique de l'Évangile. Une consolation toutefois, la différence entre Dieu et George W. Bush est que Dieu ne se prend pas pour Bush.

L'Empire du Mensonge.

Vous souvenez-vous de la déclaration de M. George W. Bush du 7 octobre 2002? La voici: -« *L'Iraq a tenté d'acheter des tubes hautement concentrés d'aluminium et autres technologies nécessaires à la centrifugeuse à gaz pour enrichir l'uranium* ». C'est une des nombreuses et fausses informations divulguées par « L'Empire du Mensonge » pour tromper l'opinion publique. Le président Bush expliquait, dans son discours sur l'état de l'Union du 28 janvier 2003, que l'Iraq avait tenté d'acheter 500 tonnes d'oxyde d'uranium au Niger, pouvant servir dans la fabrication de l'arme atomique. Le secrétaire d'Etat Colin Powell remit des documents à l'Organisation des Nations unies pour étayer ces accusations et convaincre le Conseil de sécurité à adopter la résolution 1441 pour le désarmement complet de l'Iraq (ce qui allait rendre l'attaque américaine bien plus facile).

Le 7 mars, l'édifice de la tromperie s'effondrait. Le directeur général de l'Agence internationale pour l'énergie atomique, Mohamed El Baradei, annonçait que les dossiers remis contenaient de grossières falsifications et les inspecteurs de l'ONU pour le désarmement de l'Irak (M. Hans Blix et ses collègues) déclaraient deux mois plus tard que ces documents étaient des faux. Engagés depuis 1997 dans des campagnes de désinformation sur l'Irak, les services secrets britanniques étaient à l'origine de ces faux documents (et pas seulement les services Britanniques). L'Irak n'avait jamais acheté d'uranium au Niger ou cherché à se le procurer. Qu'importe ! un mensonge de plus ou de moins, cela ne décourageait pas l'administration de Washington à poursuivre son belliqueux projet. Les médias américains mentionnaient à peine ces démentis et à la veille du conflit plus de 40 % des Américains restaient convaincus que Bagdad possédait l'arme nucléaire. Manipuler les consciences n'est pas un art, c'est une science, que l'on enseigne même dans certaines universités des Etats Unis.

L'uranium du Niger, c'est un peu comme les allocations de pétrole. On accuse des centaines de personnes d'avoir reçue de Saddam Hussein du pétrole, lequel «récompensait», disent-ils, ceux qui dénonçaient les effets de l'embargo sur la population et prenaient position contre l'attaque et invasion de l'Irak. La technique est toujours la même, avec cette fois-ci une variante beaucoup plus subtile: insérer des noms de personnes qui n'ont jamais reçu le moindre baril de pétrole dans une liste (écrite à la main en arabe sur un morceau de papier) contenant des noms de sociétés ou de particuliers qui eux, véritablement, ont reçu des allocations. C'est beaucoup plus habile et crédible. Ceci est la première phase. La deuxième phase a été de faire croire au monde que ceux qui ont reçu des allocations sont allés charger le pétrole avec des camions citernes pour aller le vendre à des compagnies et encaisser l'entier revenu. Vous voyez le tableau ! Il est facile, à qui veut bien s'en donner la peine, de contacter « l'Office des sanctions » à l'ONU pour savoir que toutes les allocations de pétrole ont été entièrement payées à l'Irak par les compagnies qui achetaient le pétrole, payé jusqu'à la dernière goutte. La troisième phase a été de faire croire que les allocations de pétrole, faites à des brokers, traders, intermédiaires, particuliers ou directement aux compagnies pétrolifères étaient illégales, alors qu'au contraire, elles étaient toutes parfaitement légales, puisque selon les accords « Oil for Food » ratifiés entre l'Irak et le Conseil de sécurité, votre pays avait pleinement le droit de choisir à qui vendre ou allouer son propre pétrole. Par ailleurs, le pétrole ne pouvait pas être chargé sur un cargo pétrolier sans le feu vert de l'Office des sanctions de l'ONU et payé par la Compagnie sur le compte irakien auprès de la BNP géré par l'ONU. D'autre part, la commission au broker, trader ou intermédiaire était payé par la Compagnie pétrolifère

qui achetait le pétrole, pas par l'Irak. C'est ce qui se pratique, même actuellement, sur le marché international du pétrole et dans toutes les Bourses. L'Irak n'a jamais payé aucune commission à personne.

J'en ai reçu récemment la preuve directe. En janvier 2005, à Genève, j'ai rencontré, à ma demande, deux des inspecteurs de la Commission Indépendante d'Enquête de l'ONU (deux américains). J'ai d'abord eut l'occasion de leur confirmer et de leur démontrer, documents à l'appui, que je n'avais jamais rien accepté de l'Irak, ni argent, ni pétrole et que durant ces sept dernières années j'avais entièrement financé la réalisation de mes films sur l'Irak, mon travail pour la publication de mes livres, mes voyages et toutes mes activités avec mes propres économies de quarante ans d'activités professionnelles et l'aide de ma famille et de mes amis. Ensuite, j'ai demandé aux deux inspecteurs si le pétrole qui aurait été alloué par le gouvernement de Saddam Hussein était une action illégale et contraire aux sanctions imposées par l'ONU, j'ai reçu une réponse claire et nette : « *Non, les allocations n'étaient pas illégales, l'Irak pouvait vendre son pétrole à qui il voulait* ». Je demandais alors pourquoi tout ce bruit? Ils me répondirent : « *Washington en fait une question de morale* ». Il est vrai qu'en matière de morale et de vérité, l'Administration de Washington s'est toujours particulièrement distinguée.

Vous le savez, je suis ancien fonctionnaire des Nations Unies. J'ai gardé dans l'Organisation pas mal d'amis. Ces deux dernières années j'ai appris des choses surprenantes (le mot est léger). Ce qui s'est passé concernant l'Irak à l'intérieur du « Machin » (comme l'appelait le Général De Gaulle) est inimaginable. A l'UNCC (La Commission pour le remboursement des dettes de guerres imposées à l'Irak), un des plus grand scandale des Nations Unies s'est déroulé sans qu'aucun pays membre de l'ONU n'ait jamais sollicité une enquête, ni fait effectuer le moindre contrôle, ni protesté pour les violations de plusieurs Traités et Conventions. Ce ne sont certainement pas les Etats Unis qui le feront. Ils seraient les premiers inculpés. Ils préfèrent s'occuper des « allocations de pétrole » de Saddam, pour étouffer leurs propres et vrais scandales. Aussi, ce qui s'est passé dans les coulisses du Conseil de sécurité avant le vote de la résolution 1441 est tout aussi prodigieux. En réalité , prodigieux pour ceux qui n'ont pas la moindre idée jusqu'où Washington peut aller pour arriver à ses fins, pour les autres ça ne relève pas du prodige mais de la pathologie.

Concernant la question « Oil for Food », ce qui m'a été rapporté par d'anciens collègues de l'ONU sur certaines procédures, « instructions » discrètement avancées à certains fonctionnaires, pressions et manipulations sur les « sources » d'informations est quelque chose d'effarant. Par ailleurs, plusieurs sociétés américaines qui ont traité de « larges » contrats avec l'Irak durant l'embargo n'ont pas été insérées dans la liste des sociétés sous enquête.

A l'intérieur de vos 40 mètres carrés dans lesquels vous êtes détenu, depuis deux ans et demi, vous ne savez pas comment les choses se sont passées. Permettez-moi de vous en relater certaines.

La presse occidentale a très largement repris les informations selon lesquelles 270 personnalités opposées à la guerre contre l'Irak auraient été rémunérées par Saddam Hussein. Mais beaucoup de journalistes ne se sont pas donnés la peine de vérifier leur véracité, ni même leur vraisemblance. Ils auraient pu découvrir que le journal irakien, Dar Al Mada, qui a publié cette accusation a été créé avec les fonds de George Soros, l'aide de la NED, un paravent de la CIA, les conseils de l'ancien patron de « La Voix de l'Amérique » qui a bénéficié du soutien du gouverneur provisoire de l'Irak, M. Paul Bremer lui-même. Le quotidien Dar Al-Mada a été créé à Bagdad en novembre 2003 par le président du « Mouvement pour la paix », M. Fakhri Karim. Comme vous le savez, Il fut le responsable de la propagande du Parti communiste irakien. Lorsqu'il changeait son fusil d'épaule il s'enfuit de l'Irak en exil. Lors de la première Guerre du Golfe, en 1991, son parti fut contacté par les services secrets saoudiens qui entendaient soutenir toute forme d'opposition au Raïs. M. Fakri Karim dirigea la délégation reçue à Riyad. De retour à Damas, il annonça à ses camarades qu'il avait refusé l'argent de la monarchie, mais appela néanmoins à soutenir la Coalition et à bombarder son propre pays. Or, les services saoudiens ne tardèrent pas à se manifester dans l'attente d'un plus important revirement du personnage. Considéré comme traître, Fakhri Karim fut alors exclu de son parti. Quelques mois plus tard, soudain riche, il fonde une maison d'édition et un journal à Beyrouth, Dar Al-Mada. En quelques mois il ouvre à Damas un empire médiatique de chaînes de télévision, éditions, journaux, la fondation al-Mada, des centres arabes de culture et festivals.

Lorsque Fakhri Karim est revenu à Bagdad, en 2002, dans les bagages de la « Coalition » il demanda à l'Autorité d'occupation de l'aider à former le « Mouvement de la paix » qui rassemblait les Irakiens de retour d'exil. C'est dans ce vivier que la

« Coalition » recrutait de nouveaux collaborateurs, selon ses besoins. Au lendemain de l'occupation américaine de l'Irak, la fortune de M. Fakhri Karim ayant soudain décuplé, il achetait divers locaux, importait du matériel, ouvrait un quotidien et lançait une chaîne de télévision par satellite. Pour ce faire, il bénéficiait des encouragements du philanthrope George Soros, qui lui a offert des rotatives, et de la *National Endowment for Democracy* (NED)-vitrine publique de la CIA- qui a recruté et formé les journalistes qui devaient ensuite travailler pour le compte des médias de M. Fakhri Karim. Le gouverneur L. Paul Bremer en personne s'est assuré qu'il ne manquait de rien, ni de papier, ni d'électricité. Tandis que l'ancien patron de La Voix de l'Amérique (organe officiel du Département d'État) s'est déplacé à Bagdad pour lui prodiguer quelques conseils. Dar Al-Mada est donc un quotidien « indépendant », des Irakiens tout au moins, mais pas des forces d'occupation. Dans de telles conditions, on a du mal à comprendre comment un individu dénué de toute crédibilité peut intoxiquer la presse occidentale en diffusant des imputations incohérentes.

La filière de fabrication de faux et d'intoxication n'est que partiellement connue. Les documents initiaux concernant ces fameuses « allocations de pétrole » auraient été fabriqués au Royaume-Uni par un cabinet éditant une lettre financière confidentielle. Ils amalgament en une même liste les négociants autorisés dans le cadre de l'accord « pétrole contre nourriture », et donc légalement rémunérés de leurs prestations sous le contrôle du Comité des sanctions de l'ONU, et des groupes ou personnalités à diffamer. Certains noms ont été ajoutés au hasard pour masquer la logique du choix des cibles. Toutefois, l'essentiel est de discréditer, directement ou indirectement, tous ceux qui se sont opposés à la guerre. Cette liste a été transmise par un « cabinet de relations publiques » à Dar Al-Mada qui a compris ce que l'on attendait de lui et l'a publié sans vérification. Puis, elle a été reprise par un site web arabe, Elaph.com dirigé par une personnalité connue pour avoir été proche du roi du Maroc, Hassan II. Elle a alors été traduite en diverses langues et diffusée par l'Institut de recherche sur les médias au Proche-Orient (MEMRI), une « agence de presse » créée par des officiers de Tsahal. L'une des conditions du succès de cette opération est d'avoir choisi quelques cibles précises. Ainsi, pour atteindre Jacques Chirac, on a pointé du doigt ses amis Patrick Maugein, Charles Pasqua et Gilles Munier ; pour l'Italie l'On. Roberto Formigoni, padre Benjamin et dans le monde quelques centaines d'autres personnalités. Toutes qui, pour des raisons diverses indisposaient l'Administration de Washington. Aucun indice probant (documents de ces « allocations », des acquisitions des compagnies pétrolifères, contrats ou autres) rien n'a été présenté pour créditer les accusations de Dar Al-Mada,

dont la rédaction se protège derrière le « secret des sources d'informations» . Dans 46 pays, des personnes et organisations mises en cause ont publié des démentis.

Pourquoi cette obscène débauche de tromperies ? Pour discréditer et diffamer ceux qui travaillaient et dépensaient leur énergie et leur argent à aider la population irakienne et à dire la vérité sur ce qui se passait en Irak . Pour y parvenir, tout est bon: inventer et lancer de fausses informations, fabriquer de faux documents, insinuer, manipuler l'information et les consciences. Ils savent que le grand public n'a pas la possibilité d'aller vérifier le fondement et la véracité des sources d'informations.

Ces allocations de pétroles c'est un peu comme les armes de destruction de masse : on en entend beaucoup parler, mais on ne les voit jamais !

La grande mystification

Vous souvenez-vous le projet que j'avais activé en 2002 concernant la constitution d'une équipe d'experts pour une étude scientifique sur le terrain au sud de l'Irak qui aurait permis d'élaborer des preuves sur la contamination radioactive sur la population et l'environnement provoquée par les armes à l'uranium appauvri utilisées par les forces anglo-américaines durant la guerre du Golfe et autres bombardements de l'Irak, particulièrement ceux de décembre 1998. J'avais réuni plusieurs experts en science nucléaire de plusieurs pays européens, tous prêts à se rendre en Irak pour collaborer avec vos experts, particulièrement ceux qui travaillaient au monitoring des zones contaminées. J'avais effectué plusieurs voyages en Irak pour coordonner avec le Ministre de la Santé, M. Omaid Moubarak, l'arrivée et les activités de cette Commission indépendante. En novembre, la dégradation de la situation et la tension internationale suscitée par Washington, ainsi que l'envoi des inspecteurs de l'ONU ont rendu impossible le départ des experts européens.

Après un an et demi de recherches sur les effets des armes à l'uranium appauvri, j'avais publié en Suisse un livre sur la question, intitulé « Irak : l'apocalypse ». A l'époque, le monde se désintéressait totalement de ce qui se passait en Irak. On ne croyait pas à la réalité des armes à l'uranium appauvri. Ni même à ceux des effets de l'embargo sur la population avec la mort de 5.000 enfants par mois (rapports ONU-UNICEF), c'était l'indifférence totale. Ceux qui tentaient de faire quelque chose, de dire

quelque chose, de publier quelque chose étaient accusés de « pro-Saddam » ou « d'antiaméricain ». Un raccourcis facile digne des mentalités médiocres qui se lavaient les mains du sang versé par les perpétuels bombardements et par l'embargo et qui du haut de leur mépris proclamaient « c'est la faute du régime de Bagdad qui emploie son argent à fabriquer des armes de destruction de masse, au lieu de l'utiliser pour aider la population ».

En juin 1999, j'ai rédigé un rapport intitulé « *Irak-Kosovo : effets des armes à l'uranium appauvri sur les populations et sur l'environnement* », fait imprimer 700 copies de ce rapport et avec mon assistante nous avons déposé un exemplaire dans chaque boîte postale des parlementaires italiens à la Chambre des Députés à Rome. J'ai été convoqué le 1er juillet 1999 à déposer devant la Commission des Affaires Etrangères de la Chambre des Députés. L'audience dura une heure et vingt minutes. Je remettais un important dossier aux parlementaires sur la question. Le 16 novembre de la même année, la Commission des Affaires Etrangères ratifiait une Résolution qui sollicitait le Gouvernement italien à constituer une commission scientifique d'expert pour une étude au Kosovo et en Iraq sur la contamination radioactive provoquée par l'utilisation de ces armes. A l'époque, le Ministre italien pour les Politiques Communautaires, M. Gianni Mattioli était prêt à partir pour l'Irak. Nous avons travaillé plusieurs mois à préparer cette visite dans la plus grande discrétion. Mais les élections en Italie étaient aux portes et avec le changement de gouvernement, le ministre comme la commission d'experts ont été dans l'obligation d'annuler leur départ pour l'Irak.

Toutefois, je garde précieusement les dossiers qui m'ont été confiés par vos experts. Viendra bien le jour ou les effets de cette contamination, un véritable génocide, porteront le gouvernement en place, quel qu'il soit, à solliciter l'intervention des Organisations internationales et des experts à effectuer une étude sérieuse de la situation.

Monsieur le Vice premier ministre, concernant les activités de l'équipe européenne des avocats de votre défense, je n'ai pas besoin de vous en parler, puisque votre avocat à Bagdad, M. Badie Arief Izzat, a finalement été autorisé à vous rencontrer et vous a directement informé.

J'aimerais toutefois vous avouer que lorsque vous étiez au pouvoir à Bagdad, tous voulaient vous voir, vous rencontrer. Du monde entier. Hommes politiques,

personnalités du monde de la science, de la culture, des arts, des médias, chef de partis politiques, d'associations et autres. Depuis votre arrestation, beaucoup n'ont plus ouvert la bouche pour vous défendre, mais il en reste encore beaucoup qui sont prêt à le faire. À témoigner pour votre défense, il n'y aura pas seulement vos avocats, mais aussi de hautes personnalités politiques, même plusieurs ministres actuellement au pouvoir, des ambassadeurs, des prix Nobel, des artistes, des médecins, des personnalités religieux catholiques et protestantes, musulmanes et autres confessions, des écrivains et journalistes.

A propos de journalistes, vous souvenez-vous notre rencontre à Bagdad en janvier 2003, lorsque je suis allé vous informer de votre audience avec le pape Jean-Paul II ? Je vous avais fait part de mon étonnement lorsque je me suis rendu à l'Ambassade d'Irak à Rome pour mon visa, j'avais demandé au Consul pourquoi les journalistes italiens qui voulaient se rendre à Bagdad ne recevaient pas de visa. J'ai encore ici une trentaine de fax de journalistes qui me demandaient si je pouvais me renseigner pourquoi ils n'obtenaient pas leur visa. Lorsque je fis la demande au Consul il me répondit : « *Père, j'attends les instructions de Bagdad. Je ne peux pas délivrer de visa sans l'autorisation de mon gouvernement* ». Je vous avais entretenu de ce problème et j'avais même ajouté qu'il était important de faire venir en Irak les journalistes italiens, d'abord pour qu'ils puissent faire leur travail, ensuite qu'il était primordial d'informer l'opinion publique italienne et enfin, pour vous permettre de répondre aux accusations de Washington lancées contre vous. Vous êtes d'abord resté un moment perplexe et m'avez répondu que vous demanderiez à votre ambassade à Rome d'envoyer directement à votre Chef de Cabinet les demandes de visa. A partir de ce jour, les visas pour les journalistes italiens sont tous arrivés (en provenance de votre bureau). Par la suite, j'ai été informé et j'ai compris ce qui se passait à Bagdad concernant les visas. J'ai essayé de vous en informer, mais je ne pouvais plus le faire, les bombes tombaient déjà sur Bagdad.

Survenu l'occupation américaine, un journaliste d'un grand quotidien italien à publié un article (fin 2003) dans lequel il racontait que c'était le père Benjamin qui à Bagdad décidait à quel journaliste il fallait donner un visa et à quel autre il ne fallait pas le donner. La gratitude d'un journaliste que j'avais même largement aidé et renseigné à Bagdad durant son séjour. Il est vrai que ce journaliste, lui, avait toujours très facilement obtenu son visa. Il est intéressant de savoir pourquoi.

S'il s'agissait ici de la seule information séditeuse publiée sur l'Irak, on pourrait remercier le Ciel. Malheureusement ce qui a été véhiculé de mensonges depuis 1991 sur votre pays, sur votre gouvernement et sur le peuple irakien est monstrueux. Probablement la plus grande et hypocrite des mystifications de l'Histoire. A ces opérateurs d'iniquité, les armes favorites ne sont pas les bombes, mais le dénigrement et la diffamation. Tous ceux qui ont travaillé honnêtement à défendre le peuple irakien, à dire la vérité, au risque de leur propre vie, tous en font maintenant personnellement l'expérience : accusations iniques, réquisitoires infondés, imputations factieuses, médisances perfides et calomnie triviales. Que sera votre procès, si procès il y aura, géré par cette délirante machine à mystification?

Saint Thomas d'Aquin disait « *le dénigrement est la passion de l'insuffisance* ». Dieu sait combien ces gens là démontrent, dans cette affaire, le niveau de leur propre insuffisance.

Acceptez. Monsieur le Vice premier ministre, mes amicales salutations.

Jean-Marie Benjamin

Rome, le 21 septembre 2005